





# Sophie CHATEL

Députée de Pontiac-Kitigan Zibi

## En porte-à-porte à Maniwaki

Début septembre, j'étais à Maniwaki avec mon équipe pour rencontrer nos concitoyens. Merci, comme toujours, pour votre chaleureux accueil.

Parmi les rencontres marquantes, il y a eu celle de Paul et Nathalie, un couple dans la soixantaine qui s'occupait de leur magnifique jardin, en compagnie de leur chien Pepper. Paul, arpenteur-géomètre, a partagé ses réflexions sur les défis du secteur privé pour attirer la nouvelle génération de travailleurs, la nécessité de renforcer la résilience au travail, et la concurrence que représentent les emplois du secteur public pour les petites entreprises. En ce Mois de la petite entreprise, il est important de reconnaître que ces entreprises sont le pilier de nos communautés et de notre économie.

Si vous êtes entrepreneur, visitez mon site web (section Nos Service/Recherche de programmes) pour découvrir les différentes ressources qui vous aideront à démarrer, à croître et à prospérer.



Novembre 2024



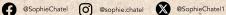


### Fermeture de Produits forestiers Résolu

J'ai été bouleversée par la nouvelle de la fermeture prochaine de Produits forestiers Résolu à Maniwaki pour au moins six mois. La perte d'un emploi est une épreuve difficile pour la personne et sa famille mais nous avons un filet social conçu pour aider ces travailleurs à rebondir en ces moments difficiles. Des ressources d'aide financière, de formation et de réinsertion sont disponibles sur mon site web (section Service/Liste des programmes). J'ai échangé avec les directeurs de Résolu, pour aborder la situation. Il est impératif de moderniser la filière bois pour la renforcer, la rendre plus résiliente face aux conditions adverses, et de la diversifier en augmentant la transformation du bois ici, au Québec.









#### Accès aux soins de santé pour tous

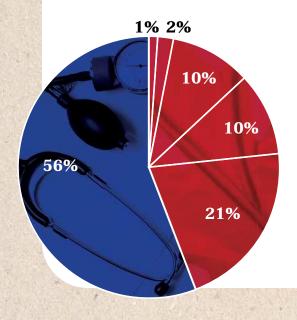
En tant que votre voix, je défends l'accès de notre communauté aux services de santé dont elle a besoin.

Selon l'Observatoire du développement de l'Outaouais, notre région est sous-financée de 25 %. Si la province ne prend pas les mesures nécessaires, un gouvernement conservateur pourrait pousser vers la privatisation. Bien que le secteur privé puisse soutenir les services publics, tout le monde ne peut pas se permettre des soins de santé privatisés. Nous devons mettre la santé des personnes avant le gain des entreprises et c'est pourquoi la santé doit rester un service public.



Le gouvernement fédéral finance environ 45 % des dépenses de santé de la province, mais il revient à cette dernière de garantir l'accès aux soins de santé pour l'ensemble de sa population.

#### En voici la répartition :



- 21 % par le Transfert canadien en santé -10,9 milliards de dollars.
- 10 % par la part en santé de la péréquation Si le Québec consacre le même pourcentage des 14 milliards de péréquation à la santé qu'il alloue actuellement à son budget de santé (38 %), cela représenterait 10 % du financement total en santé.
- 10 % en points d'impôt (estimé) En 1977 le fédéral a réduit ses taux d'imposition pour permettre aux provinces d'augmenter les leurs et financer directement les soins de santé.
- 2 % en financement bilatéral Investissements soins à domicile, en milieu communautaire, et en santé mentale.
- 1 % pour les services pédiatriques d'urgence − 2 milliards de dollars pour ces services.
- 56% financé par Québec.

# Améliorer les pensions de nos aînés et stimuler notre économie

Nos communautés rurales sont confrontées à une pénurie de travailleurs qualifiés. Les aînés de 65 ans et plus, avec leur expérience précieuse, sont souvent dissuadés de continuer à travailler en raison du système des pensions publiques. Depuis un an, je travaille avec le caucus du Québec, le caucus rural et le gouvernement pour réviser ce système, afin que ceux qui choisissent de travailler au-delà de l'âge de la retraite ne subissent pas de réductions de pension ainsi



qu'une aide aux ainés les plus vulnérables. Contrairement aux propositions du Bloc et des conservateurs, qui creuseraient le déficit de 16 milliards pour entre autres donner 60\$ par mois aux aînés gagnant plus de 100,000\$, notre plan est fiscalement responsable, aide les aînés vulnérables et soutient notre économie.

